

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine

Bordeaux, le

22 MAI 2017

Mission Évaluation Environnementale

Pôle projets

Création d'un parc éolien à Roussac et Saint-Junien-les-Combes (Haute-Vienne)

Avis de l'Autorité environnementale
(article L. 122-1 et suivants du Code de l'environnement)

Avis 2017 – 4653

L'avis de l'Autorité environnementale est un avis simple qui porte sur la qualité de l'étude d'impact produite et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Porté à la connaissance du public, il ne constitue pas une approbation du projet au sens des procédures d'autorisation préalables à la réalisation.

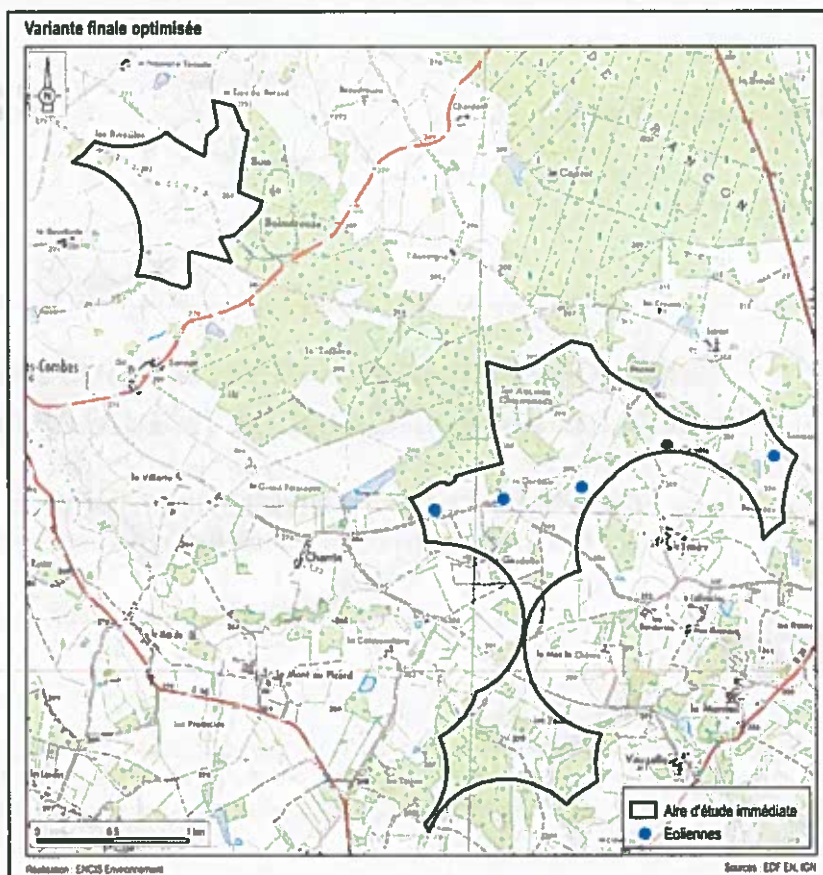
Localisation du projet :	Roussac et Saint-Junien-les-Combes (Haute-Vienne)
Demandeur :	Parc éolien de Roussac et Saint-Junien-les-Combes (SAS)
Procédure principale :	Installation classée pour la protection de l'environnement
Autorité décisionnelle :	Préfet de la Haute-Vienne
Date de saisie de l'Autorité environnementale :	24 mars 2017
Date de réception de la contribution départementale :	24 mars 2017
Date de l'avis de l'Agence Régionale de Santé :	28 avril 2017

Principales caractéristiques du projet.

La demande d'autorisation est présentée par la SAS Parc éolien de Roussac et Saint-Junien-les-Combes, filiale à 100 % d'EDF EN France, et porte sur la création d'un parc éolien sur les communes de Roussac et Saint-Junien-les-Combes dans le département de la Haute-Vienne. Le projet de parc porte sur cinq éoliennes d'une puissance nominale de 3,3 MW par éolienne, et d'une hauteur totale en bout de pale de 180 m (mât de 115 m et rotor de 126 m de diamètre). La puissance du parc serait ainsi de 16,5 MW. Le pétitionnaire estime la production du parc à 33 600 MWh par an environ.

Le projet comprend l'installation de deux postes de livraison (infrastructures qui concentrent l'électricité produite par les éoliennes et organisent son acheminement vers le réseau public), la création et le renforcement de pistes d'accès (4 313 mètres de pistes existantes renforcées et 1 462 mètres de pistes à créer), la création de plates-formes, de réseaux enfouis pour relier les éoliennes entre elles et au poste de livraison, et d'un pylône de supervision. Le pétitionnaire fait l'hypothèse d'un raccordement au poste-source de Bellac (point de raccordement au réseau électrique), situé à environ 10 km des postes de livraison, et présente le tracé probable de raccordement (pages 170-171) ; le tracé définitif sera défini par le gestionnaire du réseau local.

L'aménagement du parc (recalibrage et création de chemins d'accès) entraîne la destruction de 480 m² cumulés de zones humides, de 150 mètres linéaires de haies ainsi que de sept arbres isolés. Les destructions de zones humides et de haies font l'objet de mesures compensatoires.



Plan de situation (source : étude d'impact)

Contexte juridique.

Le présent avis porte sur l'étude d'impact réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 2980.1 de la nomenclature des installations classées (installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m).

En application des articles L. 421-1, R. 421-1 et R. 422-2 du Code de l'urbanisme, l'implantation d'éoliennes d'une hauteur supérieure ou égale à 12 m est subordonnée à l'obtention d'un permis de construire, l'étude d'impact requise au titre du Code de l'environnement devant être incluse dans le dossier de demande de permis de construire.

Principaux enjeux environnementaux.

Les principaux enjeux environnementaux sont correctement identifiés dans l'étude d'impact. Ils concernent :

- les enjeux liés à la présence de zones humides dans l'aire d'étude immédiate, certaines étant impactées par le projet ;
- l'avifaune et les chiroptères, compte-tenu de la nature du projet et des espèces patrimoniales contactées lors de l'état initial ;
- l'impact sonore et paysager du projet, des éléments du patrimoine protégé et des sites emblématiques environnants.

Ces enjeux sont abordés en priorité dans le présent avis.

I – Analyse de la qualité du contenu du rapport d'étude d'impact et du caractère approprié des informations qu'il contient.

Le dossier transmis à l'Autorité environnementale, notamment l'étude d'impact, a été jugé complet par l'autorité décisionnaire. L'étude d'impact comporte notamment une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 en application des articles R. 414-19 et suivants du Code de l'environnement et plusieurs

études techniques : étude des milieux naturels, étude paysagère et patrimoniale, étude acoustique et étude sur les zones humides.

L'étude d'impact est claire et illustrée. Le résumé non technique présente de manière également claire et illustrée les principaux éléments de l'étude d'impact. Les compléments apportés par le pétitionnaire dans ses mémoires complémentaires des 22 décembre 2016 et 6 février 2017 ne sont cependant pas intégrés dans l'étude d'impact, ce qui ne facilite pas sa lecture, par exemple :

- l'étude d'impact comprend une mesure d'accompagnement dans l'objectif de maintenir voire d'améliorer la fonctionnalité des zones humides dont le foncier est acquis par le porteur de projet. Cette mesure de gestion extensive a été mise à jour le 22 décembre 2016 (une seule fauche par an et non deux), puis a été remplacée par une mesure compensatoire très proche, toutefois distincte, le 6 février 2017 ;
- une nouvelle mesure pour réduire l'impact acoustique du projet a été introduite dans le mémoire du 22 décembre 2016, et l'explicitation de cette nouvelle mesure est renforcée dans le mémoire du 6 janvier 2017.

Dans ces deux exemples, la bonne compréhension du dossier et des mesures sur lesquelles le pétitionnaire s'engage nécessite de prendre en compte successivement l'étude d'impact, les deux mémoires et les différentes composantes des études spécifiques attenantes au dossier.

Par ailleurs, la confrontation des cartes présentant les enjeux environnementaux d'implantation des éoliennes permettrait une meilleure lisibilité de l'analyse des impacts du projet, en particulier concernant le milieu naturel. Certaines de ces cartes figurent néanmoins dans l'étude spécifique sur le milieu naturel.

La production est estimée à 33 600 MWh par an environ pour l'ensemble du parc éolien, en considérant la puissance des éoliennes (3,3 MW par éolienne). Les hypothèses ayant permis de calculer la production estimée du parc éolien (facteur de charge, répartition des conditions de vent et production associée...) devraient être présentées dans l'étude d'impact.

Les capacités techniques du pétitionnaire sont justifiées par la construction et l'exploitation de plus de 70 parcs éoliens pour une puissance en service de près de 1000 MW (page 11). L'étude d'impact mériterait à ce titre d'intégrer, par des exemples concrets, un retour d'expérience lié à l'exploitation de ces parcs éoliens, et notamment une analyse de l'efficacité des mesures de réduction et compensation mises en œuvre. Seuls quelques éléments généraux concernant les retours d'expérience figurent dans l'étude spécifique sur le milieu naturel.

1.1 – État initial, analyse des effets du projet sur l'environnement et mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les incidences du projet.

Le pétitionnaire a retenu deux zones comme site d'implantation potentielle et aire d'étude immédiate suite à une étude de pré-faisabilité, une zone dite « nord » et une zone dite « sud ». L'évaluation environnementale menée conduit à retenir uniquement la zone dite « sud » pour l'implantation des éoliennes : le présent avis traitera prioritairement des enjeux environnementaux de cette dernière zone.

1.1.1 – Milieu physique.

Le site d'implantation potentiel du projet éolien se situe en dehors de tout périmètre de protection de captage destiné à la production d'eau potable. Les enjeux principaux concernant le milieu physique sont liés à la présence d'un réseau hydrographique « *non négligeable* » (rivière de la Bazine, ruisseaux de Sannat et de la Gardelle, ruisseaux intermittents et notamment fossés) et de zones humides au sein de l'aire d'étude immédiate. ENCIS Environnement a délimité les zones humides sur la base de critères botaniques, et ce travail a été complété par IDE Environnement qui a été missionné pour réaliser une cartographie précise des zones humides reprise dans le tome 1.1 du dossier (critères botaniques complétés par sondages pédologiques notamment). Ces études ont permis de conclure au lien entre le réseau de zones humides et le réseau hydrographique au sein du site d'implantation potentiel, ces réseaux permettant le fonctionnement écologique des prairies adjacentes et la protection des milieux eutrophes situés à l'aval d'un territoire d'activité agricole (page 65).

Les enjeux liés au réseau hydrographique et aux zones humides ont été pris en compte lors de la conception du projet, en cherchant à éviter puis réduire les impacts sur les zones concernées. Les impacts résiduels du projet sur ces milieux concernent la traversée de cours d'eau (fossés) à trois niveaux des chemins d'accès qui seront renforcés dans le cadre du projet, et la destruction de 480 m² de zones humides.

Concernant la traversée de fossés à trois niveaux des chemins d'accès (figure 11 de l'étude spécifique zones humides), des canalisations pour maintenir les écoulements naturels seront remplacées. Une déclaration au titre de la loi sur l'eau relative aux travaux dans les cours d'eau est jointe en tome 1.7 du dossier.

Concernant les zones humides, 433 m² seront impactés dans le secteur de l'éolienne E3 et 47 m² dans le secteur de l'accès entre les éoliennes E3 et E4 (carte page 183). La surface totale impactée (480 m²) est

inférieure au seuil de déclaration au titre de la loi sur l'eau. Afin d'éviter tout impact sur les zones humides à proximité immédiate des éoliennes, il est prévu un balisage et des grillages temporaires autour des zones humides situées à moins de 100 m des éoliennes E2 et E3 (mesures C2 page 275 et C9 page 277).

Dans la version de son dossier qui sera soumise à enquête publique, le pétitionnaire prévoit de restaurer la fonctionnalité de zones humides conformément aux orientations du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021. Elle consiste à la gestion extensive du pâturage sur une surface d'au moins 960 m² (surface impactée multipliée par deux) d'une zone humide présentant potentiellement les mêmes fonctionnalités que les zones détruites.

Cette mesure est de nature à compenser la perte des fonctionnalités des zones humides détruites. Son contenu et sa localisation sont précisés dans l'étude spécifique « zones humides » actualisée (pages 53 à 62). L'Autorité environnementale recommande qu'un dispositif de suivi des fonctionnalités et de l'état de la zone humide soit mis en place afin de s'assurer de l'efficacité de la gestion mise en place.

Par ailleurs, la mesure préconisée dans l'étude spécifique sur les zones humides (page 50 de la version initiale) concernant le passage des câbles électriques au niveau des zones humides au moyen de forages dirigés n'est pas reprise dans l'étude d'impact. Ce point mériterait d'être précisé.

I.1.2 – Milieu humain et environnement sonore.

L'enjeu principal concernant le milieu humain concerne l'impact sonore du projet du fait de la proximité d'habitations et de secteurs constructibles. Une étude acoustique, confiée à Delhom Acoustique, est jointe au dossier (tome 2, mis à jour le 29 novembre 2016).

Peu d'éléments relatifs à cet impact sont repris dans l'étude d'impact, et il s'avère nécessaire de se référer à l'étude spécifique pour comprendre le dossier, deux exemples :

- l'illustration des points retenus pour la mesure du bruit résiduel¹ et des points pour lesquels le niveau de bruit résiduel a été extrapolé n'est pas reprise en pages 110 et 111 ;
- les résultats bruts des simulations réalisées, c'est-à-dire sans application du plan de bridage prévu, figurent uniquement dans l'étude acoustique.

L'état initial a été établi par la mesure du bruit résiduel au niveau des habitations les plus proches, par des conditions de vent de nord-est et sud-ouest (vents dominants), à deux périodes de l'année : période hivernale du 19 février au 13 mars 2015 et période estivale du 30 juin au 10 juillet 2015. Huit points de mesure² ont été retenus.

La représentativité des points choisis pour caractériser l'effet sur l'environnement humain proche mériterait d'être mieux explicitée. L'Autorité environnementale note en effet que 50 % des points choisis sont distants de plus de 1500 m d'un aérogénérateur alors que l'étude d'impact indique en page 207 que six des lieux de vie les plus proches des installations se trouvent dans un rayon de 700 m. L'absence de mesure du bruit résiduel au niveau des habitations le long de la route départementale D7 et au nord de Roussac mériterait en particulier d'être justifiée.

Le bruit résiduel a ensuite été extrapolé pour d'autres sites en vue des simulations acoustiques de l'impact du projet. L'analogie de la situation acoustique des points pour lesquels le bruit résiduel a été extrapolé avec les points pour lesquels le bruit résiduel a été mesuré mériterait de faire l'objet d'une explication plus précise.

Concernant la présentation des résultats de l'état initial, la distribution fréquentielle des vitesses, qui permet d'apprécier la plage la plus sensible de fonctionnement, et l'emplacement du mât de mesure du vent devraient être précisés.

Les simulations ont été réalisées pour quatorze sites habités ou constructibles et pour deux sites en bordure de propriété en considérant le modèle d'éolienne VESTAS V126 qui a le gabarit retenu pour le projet. Elles montrent un respect de la réglementation acoustique en bordure de propriété. Le calcul du rayon du périmètre devrait cependant être présenté. En outre, la présentation d'isophones permettrait de conforter la démonstration selon laquelle la simulation rapportée en deux points est suffisamment représentative de la situation la plus défavorable.

Les simulations de l'impact sonore aux quatorze sites habités ou constructibles retenus montrent des risques de dépassement des émergences réglementaires³. Le porteur de projet prévoit un plan de bridage pour se conformer à la réglementation, ainsi qu'une mesure de suivi permettant de valider la conformité du plan de bridage à la réglementation après la mise en service du parc éolien. Plusieurs sites seraient impactés par une émergence de 3 dB en période nocturne correspondant au seuil réglementaire

1 Bruit résiduel : niveau sonore en l'absence du bruit généré par l'établissement

2 À noter que des résultats figurent dans l'étude d'impact pour le site de La Bourlhade sans que ce site ne soit identifié dans l'étude acoustique.

3 L'émergence est la différence entre le bruit "ambiant – établissement en fonctionnement" et le bruit "résiduel – en l'absence du bruit généré par l'établissement". L'émergence réglementaire est inférieure ou égale à 5 dB(A) entre 7h00 et 22h00 et inférieure ou égale à 3 dB(A) entre 22h00 et 7h00.

maximum (Charrin par vent de nord-est de 6 m/s, les Borderies par vent de nord-est de 4 m/s, Bussière par vent de sud-ouest de 7 et 8 m/s).

Lorsque le bruit ambiant est inférieur à 35 dB(A), les simulations acoustiques montrent que les émergences pourraient dépasser 9 dB(A). Le pétitionnaire prévoit une mesure, incluse dans le plan de bridage, qui vise à limiter les émergences à 8 dB(A) en période nocturne.

Des mesures de suivi seront particulièrement importantes pour s'assurer du respect de la réglementation après la mise en service du parc.

I.1.3 – Paysage.

ENCIS Environnement a réalisé une étude paysagère pour le compte du pétitionnaire. L'aire d'étude immédiate correspond au site d'implantation potentiel du projet, l'aire d'étude rapprochée correspond à un rayon de 2 km autour de ce site, l'aire d'étude intermédiaire à un rayon de 2 à 8 km et l'aire d'étude éloignée à un rayon de 8 à 17 km.

L'étude paysagère permet d'analyser les sensibilités paysagères et les impacts prévisibles du projet sur le paysage en considérant notamment les éléments patrimoniaux et les perceptions sociales. Cette étude permet de conclure à des sensibilités modérées à négligeables et des impacts faibles à nuls dans les aires d'étude éloignée et intermédiaire, en particulier pour les éléments patrimoniaux (23 monuments historiques, 15 sites inscrits et classés et plusieurs sites emblématiques recensés). Les lignes arborées ont notamment un rôle de filtre, et permettent de limiter les perceptions du parc.

Les enjeux sont plus forts dans l'aire d'étude rapprochée, notamment pour les monuments historiques de la croix de Sainte-Anne, du château de Sannat et pour le village de Roussac. Ces enjeux ont été intégrés dans la conception du projet, notamment par l'abandon de la zone nord de l'aire d'étude immédiate qui permet de réduire les impacts sur le château de Sannat, et par un effort de disposition des éoliennes en ligne légèrement ondulante. Les impacts résiduels sont inhérents à la hauteur des éoliennes (180 mètres) vis-à-vis des habitations les plus proches et notamment du village de Roussac.

L'analyse paysagère réalisée n'appelle pas de commentaire particulier. Des replantations sur un linéaire de 200 mètres au titre de la compensation paysagère sont prévues.

I.1.4 – Milieux naturels.

ENCIS Environnement a réalisé l'étude spécifique relative au milieu naturel et l'étude d'incidence Natura 2000. Les zonages de protection et d'inventaire ont été identifiés dans un rayon de 18 km autour du site d'implantation potentiel. Outre la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) des « Landes et étang de Villemedeix et Bramefan » située à 1,5 km du site, les sites les plus proches se situent autour de la rivière de la Gartempe : site Natura 2000 « Vallée de la Gartempe sur l'ensemble de son cours et affluents » et ZNIEFF « Vallée de la Gartempe à Châteauponsac » à 2,6 km du site, et Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) « Rivière de la Gartempe » à 3,1 km du site.

Des journées de terrain complètent l'analyse bibliographique. Concernant l'avifaune nicheuse, la dernière journée de terrain est le 11 juin 2014 (page 43), ce qui peut conduire à sous-estimer les enjeux par l'absence de prise en compte des oiseaux nicheurs tardifs dans les inventaires. Le porteur de projet prévoit cependant l'absence de démarrage des travaux les plus dérangeants (coupes de haie, voiries et réseaux divers, génie civil) entre mars et mi-juillet, ce qui permet de couvrir la période de nidification y compris pour les nicheurs tardifs. Les enjeux identifiés les plus forts concernent la Cigogne noire, le Bruant jaune, la Pie-grièche à tête rousse, la Linotte mélodieuse et le Torcol fourmilier (enjeux modérés retenus par le pétitionnaire) pour l'avifaune nicheuse hors rapaces.

Le pétitionnaire prévoit par ailleurs un suivi écologique, un contrôle du management environnemental du chantier (mesure C2 page 275) et la visite d'un écologue indépendant pour vérifier la présence éventuelle de nicheurs tardifs si les travaux débutent en septembre (mesure C8 page 277). L'Autorité environnementale recommande que l'environnementaliste ou l'écologue chargé de cette mesure soit associé au suivi environnemental tout au long de la réalisation du chantier, et que son rôle soit précisé. La mesure C8 devrait également être étendue en cas de démarrage des travaux entre mi-juillet et fin août.

Le projet se situe dans un couloir principal de migration de la Grue cendrée, dont un axe se situe dans la zone « sud » de l'aire d'étude immédiate. Des enjeux faibles à modérés à l'effet barrière que peut créer le parc éolien pour l'avifaune migratrice et au risque de collision avec les éoliennes sont relevés pour la Grue cendrée et le Milan royal en période de migration. L'impact potentiel du parc sur ces espèces ne fait pas l'objet de mesure de réduction ni de mesure de suivi. L'Autorité environnementale recommande qu'un suivi spécifique du parc éolien soit mis en place pour ces deux espèces, dans la perspective de mise en place, si nécessaire, de mesures de réduction d'impact.

Les journées de terrain ont permis de contacter dix-huit espèces de chiroptères. La forte présence d'espèces de haut vol (noctules et sérotines en particulier) constitue l'enjeu principal. Les enjeux sont particulièrement concentrés dans le sud de la zone « sud », évitée par le projet qui sera implanté dans le

nord de la zone « sud ». L'éolienne E5 sera implantée à proximité immédiate d'un corridor et d'un plan d'eau identifiés comme attractifs pour les chiroptères lors des inventaires. Le porteur de projet prévoit ainsi une mesure de bridage de l'éolienne E5 sous certaines conditions de saison, de vitesse du vent et de température (page 285).

Les distances entre les mâts des cinq éoliennes à la haie ou lisière boisée la plus proche sont comprises entre 60 et 100 m, alors qu'une distance minimale de 200 m entre le mât de l'éolienne et les espaces boisés est préconisée par EUROBATS⁴. L'étude d'impact méritera d'être complétée sur les questions de niveaux d'activité des chauves-souris à proximité des lisières boisées, en particulier pour les éoliennes E1 et E2 situées à moins de 100 m de leurs lieux d'attractivité. En cas d'impact résiduel, des préconisations, comme le bridage, devront être mises en œuvre.

Le projet implique la destruction de 150 mètres linéaires de haies et de 7 arbres isolés. La destruction de haies impacte notamment des habitats de la Pie-grièche écorcheur (page 30 du mémoire du 22 décembre 2016). L'étude d'impact mérite d'être complétée sur ce point, car le pétitionnaire ne démontre pas l'absence d'impact résiduel sur cette espèce et ses habitats.

La destruction de haies sera compensée par la replantation de 150 mètres linéaires de haies au minimum et à la densification de haies appauvries.

Le site d'implantation potentiel du projet comporte plusieurs zones de déplacements des amphibiens qui pourraient être dérangés en période de travaux. Les déplacements des amphibiens se tiennent cependant plutôt en période nocturne, et le porteur de projet prévoit une mesure (C10 page 277) pour éviter l'enfouissement des amphibiens près des zones à risque (mise en défens par la pose de filets des zones de terrassement et de fouilles au niveau des fondations des éoliennes E2 et E3 et des zones de travaux d'élargissement des pistes d'accès à risque) pendant les périodes favorables au transit (février à mai) et les périodes de reproduction (février à juillet) selon les résultats du suivi environnemental du chantier.

I.1.5 – Effets cumulés avec d'autres projets connus.

Le pétitionnaire identifie cinq projets éoliens connus dans un rayon de 21 km autour du site du projet. Les co-visibilités des parcs éoliens de Roussac et Saint-Junien-les-Combes et de la Lande sont franches. L'analyse paysagère menée permet de conclure à des effets cumulés acceptables : absence d'écrasement et d'effet d'encerclement (ascendance systématique de l'un des parcs).

Le porteur de projet note que le tracé de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) entre Limoges et Poitiers, projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale en février 2013, est situé à 6,5 km de l'éolienne E1 du projet.

I.2 – Raisons du choix du projet et compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme et de planification.

Le pétitionnaire précise la démarche qui l'a amené à retenir le projet, dès la sélection du site d'implantation potentiel au sein d'une zone favorable du Schéma Régional Eolien (SRE) Limousin et après des pré-diagnostic environnementaux. La variante retenue numéro trois est la moins impactante pour le paysage et les milieux naturel et physique parmi les quatre variantes évaluées. Cette variante a ensuite été affinée, notamment suite à une visite de terrain en septembre 2015.

Il est précisé en page 139 de l'étude d'impact que les variantes sélectionnées ont tenu compte des principaux paramètres environnementaux, humains et paysagers mis à jour par les experts, et notamment du périmètre d'exclusion de 500 mètres autour de chaque bâtiment habité et des zones constructibles. Il est indiqué, en page 145 de l'étude d'impact, que les variantes numérotées deux et quatre ont dû être rejetées dans la mesure où elles se situaient en zones constructibles de la carte communale de Roussac. Or, ces zones auraient pu être exclues dès les études de terrain de l'état initial (page 91) et donc avant l'élaboration des variantes. Ce point limite l'intérêt de l'analyse des variantes présentées au public, le nombre de variantes analysées compatibles avec la carte communale de Roussac étant réduit à deux.

Le pétitionnaire fait état d'une concertation publique en page 149. Le bilan de la concertation menée auprès de la population et la façon dont la concertation a été prise en compte dans le projet auraient cependant mérité d'être exposés. En effet, seuls quelques éléments issus des permanences publiques sont repris dans la partie sur l'impact paysager de la phase d'exploitation du projet en page 233, notamment le respect des éléments composant le paysage comme point d'attention majeur.

Le pétitionnaire vérifie en outre la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme et de planification pertinents. Les éléments du Schéma Régional Eolien (carte des zones favorables à l'éolien, identification des zones situées à 500 m ou plus de zones urbanisées ou à urbaniser) sont utilisés, sachant que le SRE a été annulé par le tribunal administratif.

4 EUROBATS – Publication Series No.6 – Guidelines for consideration of bats in wind farm projects – Révision 2014
http://www.eurobats.org/sites/default/files/documents/publications/publication_series/pubseries_no6_english.pdf

Le pétitionnaire indique que le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Limousin est en cours (pages 86 et 263), alors qu'il a été adopté par arrêté préfectoral du 2 décembre 2015. Ce point ne porte pas à conséquence dans la mesure où les cartes élaborées dans le cadre de la réalisation du SRCE sont prises en compte dans l'analyse de compatibilité.

La Communauté de Communes du Haut-Limousin, à laquelle appartient Saint-Junien-les-Combes, a lancé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) par délibération du 13 décembre 2014. La compatibilité du projet avec ce PLUi devra par conséquent être vérifiée.

II – Conclusion de l'avis de l'autorité environnementale : qualité de l'étude d'impact et prise en compte de l'environnement.

D'une manière générale, les enjeux environnementaux et les impacts potentiels sont correctement évalués par le pétitionnaire. Cependant, certaines analyses menées méritent d'être poursuivies. Ainsi, l'étude acoustique et l'étude de son plan de bridage associé devraient être révisées en amont de l'autorisation du projet en tenant compte de l'ensemble des remarques formulées. Par ailleurs, la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme et de planification devrait être vérifiée.

Concernant les chiroptères, l'étude d'impact méritera d'être complétée sur les questions de niveaux d'activité des chauves-souris à proximité des lisières boisées, en particulier pour les éoliennes E1 et E2 situées à moins de 100 m de leurs lieux d'attractivité. Le projet gagnerait, en outre, à s'enrichir d'un dispositif de suivi permettant de vérifier l'efficacité de la mesure compensatoire à la destruction des zones humides, et d'un protocole de suivi spécifique des espèces d'oiseaux migrateurs Grue cendrée et Milan Royal.

Enfin, les mémoires du 22 décembre 2016 et du 6 janvier 2017 auraient mérité d'être consolidés dans l'étude d'impact, pour une meilleure compréhension du projet par le public et de la prise en compte de l'environnement dans son élaboration.

Pour le Préfet et par délégation,


Le Directeur Régional
Patrice GUYOT

